



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : communistes-hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org

08/02/2024

Agriculture : une économie et une politique de l'Union Européenne dans l'intérêt exclusif des multinationales

Des paysans européens se mobilisent à Bruxelles et partout en Europe en Grèce, Bulgarie, Allemagne, Belgique, Portugal, France, Italie, Pays Bas, Pologne...

Ils étaient un millier à s'être rassemblés pour dénoncer le traité de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur. Le manque de transparence de l'Union européenne sur les négociations en cours avec le marché commun sud-américain (Mercosur) est l'une des principales raisons de la colère. « *Ils négocient en catimini, c'est complètement antidémocratique. Nous demandons un moratoire sur les accords de libre-échange* ». « *Le libre-échange est destructeur* » se désole Henri. « *Pourquoi autoriser ce qu'on interdit ici ?* » s'interroge un autre agriculteur. « *L'impact du Mercosur, c'est dans les productions animales qu'il est le plus frappant.* » « *Les produits qu'ils utilisent, on ne peut pas les utiliser* » témoigne Hélène.

L'UE avec l'aval de la France avantagent les pays exportateurs et surtout les grosses multinationales⁽¹⁾.

Plusieurs accords de libre-échange bilatéraux ont été signés ces dernières années, dont le Ceta (L'accord économique et commercial global (AECG) (en anglais : *Comprehensive Economic and Trade Agreement, CETA*) conclu avec le Canada en 2019. Il avait suscité une opposition massive, devant encore être ratifié par plusieurs parlements nationaux (dont le Sénat français), si bien que son entrée en vigueur n'est que partielle. La même année était entré en vigueur, un accord avec le Japon prévoyant la suppression des droits de douane sur de nombreux produits, notamment agricoles.

Dernier en date, l'accord avec la Nouvelle-Zélande, soutenu par 83 % des eurodéputés⁽²⁾ au mois de novembre 2023. Celui-ci prévoit à terme de supprimer la totalité des droits de douane sur les kiwis, les pommes, les oignons, le miel... Ainsi que 10.000 tonnes annuelles de viande bovine, 15.000 tonnes de beurre, 25.000 tonnes de fromage ou encore 15.000 tonnes de lait en poudre. Un contingent significatif sur la viande ovine, 38.000 tonnes, affectera par ailleurs les éleveurs de brebis.

Un grand nuage plane encore dans le ciel des agriculteurs.

Celui d'un potentiel accord entre l'Union et le Mercosur... autrement dit d'une toute autre dimension. Il s'agit de quatre pays, dont deux ayant une économie agricole colossale : le Brésil et l'Argentine. Finaliser un tel accord signerait une déstabilisation massive des marchés agricoles dans quasiment toute l'Union européenne. En 2020, devant la Convention citoyenne pour le climat, Emmanuel Macron avait déclaré avoir « *stoppé net* » les négociations à ce sujet. Mais en juin 2023, son ex-ministre du Commerce, Olivier Becht, témoignait vouloir « *évidemment conclure* » cet accord. Vendredi 26 janvier, lors de sa prise de parole, le premier ministre Gabriel Attal a déclaré que « *La France s'oppose de manière très nette à la signature du traité Mercosur* ». Deux jours auparavant, le 24 janvier, le vice-président de l'exécutif de l'UE, Valdis Dombrovskis, avait annoncé : « *Une conclusion des négociations est envisageable avant la fin de ce mandat.* ». Et Macron ne parle plus que de reporter la signature. Le président du Medef, Patrick Martin s'est dit favorable à l'accord de libre-échange UE-Mercosur.

Le chancelier allemand Olaf Scholz et le président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva se sont engagés en décembre à Berlin, à conclure l'accord commercial entre l'UE et le Mercosur, « *Il s'agit maintenant de faire en sorte que l'accord franchisse la ligne d'arrivée. Et c'est pourquoi je demande de faire preuve de pragmatisme, y compris du côté de l'UE* », a déclaré M. Scholz.

Accord commercial UE-Mercosur : l'agriculture en danger

Le ministre argentin a cité comme exemple la politique européenne de subventions agricoles⁽³⁾, préjudiciables aux producteurs brésiliens et argentins, selon lui. *"À cet égard, le défi à relever pour avancer sur un quelconque accord de bloc se situe au niveau de ces barrières"*, a répété le ministre.

Favorable à l'accord UE-Mercosur, l'Allemagne tente de convaincre la France :

l'Alliance 90/Les Verts, parti dont M. Habeck est membre, avaient adopté une résolution appelant à rejeter l'accord UE-Mercosur « dans sa forme actuelle » pour des raisons environnementales ! Mais les perfides poursuivaient que : *« Dans le meilleur des cas, les négociations pourraient déboucher sur un document officieux sans en-tête, sans sceau d'État, sans signature, mais un plan néanmoins que l'on pourrait montrer à d'autres et dire »* : *"Voici l'Allemagne, la plus grande économie d'Europe, et le Brésil, le pays le plus important du Mercosur"*, voilà ce que nous pourrions imaginer » a déclaré M. Habeck. Ce dernier persiste et signe : le même procédé a déjà été employé *« Pour être honnête, cela a fonctionné de la même manière avec l'accord économique et commercial global [AECG] »*, a-t-il ajouté, en référence à l'accord économique et commercial entre l'UE et le Canada.

*L'Allemagne est le premier partenaire commercial de l'Argentine au sein de l'Union européenne, elle entend devenir son *"partenaire stratégique"*. Elle souhaite *"profiter de ses gisements de matières premières"* d'une façon *"bénéfique pour les deux pays"* a déclaré le chancelier Scholz, citant notamment le potentiel argentin en gaz et en lithium.

*L'Allemagne, deuxième bailleur du fonds pour la protection de la forêt amazonienne après la Norvège s'était dit prête à reprendre son aide financière massive, suspendue en 2019. Berlin a annoncé le versement immédiat de 35 millions d'euros au Fonds pour l'Amazonie.

*Les entreprises allemandes cherchent aussi de nouveaux débouchés à l'étranger, après le choc économique provoqué par la guerre en Ukraine et sur sa forte dépendance commerciale à la Chine.

Business : L'Union Européenne interdit mais ferme les yeux

Des dizaines de substances sont interdites dans l'UE en raison des dangers qu'elles comportent pour la santé des producteurs ou des consommateurs ou pour l'environnement et en particulier les pollinisateurs. Cependant les produits importés continuent de pouvoir être traités avec ces substances.

L'UE a adopté en février 2023 pour la première fois une mesure miroir pour des motifs environnementaux. Le règlement en question interdit d'ici 2026 l'importation de produits contenant des traces de deux néonicotinoïdes interdits dans l'UE, le thiaméthoxame et la clothianidine, en raison de leur toxicité notamment sur les pollinisateurs. Attal veut interdire le thiaclopride ! De la poudre aux yeux, il l'est déjà depuis le 22 octobre 2019, l'Union européenne avait indiqué qu'elle n'entendait pas renouveler l'autorisation du thiaclopride, dont la licence expirait en avril 2020. La substance est donc proscrite pour tout usage agricole dans les pays membres de l'UE depuis 2020 ! Le 15 février, l'Agence française de sécurité sanitaire (Anses) a également annoncé son intention d'interdire les principaux usages du S-métolachlore, un herbicide très utilisé en France dont les dérivés chimiques ont été retrouvés dans l'eau au-delà des limites autorisées.

Reculer mais pour aller plus loin !

M^{me} von der Leyen a déclaré : *« Pour avancer, davantage de dialogue et une approche différente sont nécessaires. La Commission pourrait faire une nouvelle proposition beaucoup plus mûre, avec la participation des parties prenantes »*, sans avancer de date. *« Les agriculteurs ont besoin de raisons économiques de prendre des mesures de protection de la nature, peut-être ne leur avons-nous pas exposé ces raisons de manière convaincante »*, a-t-elle regretté.

L'histoire des rapports entre l'agriculture et le capitalisme

Karl Marx fut le premier à traiter des rapports entre agriculture et capitalisme. Pour l'auteur du *Capital*, la première aurait été doublement absorbée par le second, d'abord par l'expropriation du travailleur à sa terre, puis par la diffusion de moyens de productions agricoles produits de manière industrielle (engrais, machines, etc.). *Au-delà d'un processus de prolétarianisation transformant la paysannerie en travailleurs « libres », prêts à grossir les effectifs des manufactures puis des usines au détriment de l'emploi agricole, l'accumulation de capital se traduit également par le développement d'une agriculture industrielle intégrée aux échanges marchands, prospérant par la destruction de formes de production artisanales davantage tournées vers l'autosubsistance.* Un texte qui n'a pas pris une ride !

Pour comprendre la dynamique actuelle de l'agriculture, de la question agraire et son rapport au capitalisme il est nécessaire de débattre de ces sujets, pour mieux combattre ce système capitaliste et l'abattre.

Pour toutes ces raisons la liste présentée par notre parti aux élections européennes du 9 juin sera la seule à mener la bataille politique sur la nature et le rôle de l'UE capitaliste, pôle impérialiste en développement.

Contribuer à détruire le système d'exploitation capitaliste et construire une société socialiste. Au regard des enjeux ainsi exprimés il est donc tout à fait nécessaire de mener un débat approfondi sur la question de la nature du système impérialiste aujourd'hui, des affrontements qui se développent en son sein et du combat de classe national et international qu'il convient de mener.

C'est à ce débat que nous convions le 23 mars à Paris pour tous ceux qui veulent combattre le capitalisme dans sa forme impérialiste telle qu'elle est aujourd'hui.

⁽¹⁾Exemple : on les appelle les quatre mousquetaires, les quatre fantastiques, ou les Big Four : quatre sociétés résumées le plus souvent en 4 initiales : les ABCD. 90% des céréales produites dans le monde transitent par elles. A pour Archer Daniels Midland multinationale américaine agro-industrielle, dont le chiffre d'affaires est à plus 80 milliards de dollars.

B pour Bunge, américaine aussi, plus de 53 milliards de dollars de chiffre d'affaires.

C pour Cargill, américaine encore, dont on ne connaît pas exactement le montant du chiffre d'affaires, il est tout de même estimé plus de 150 milliards de dollars.

D pour Dreyfus enfin, la franco suisse, 60 milliards de dollars de chiffre d'affaires au compteur.

Quatre sociétés qui commencent à se faire concurrencer par des groupes asiatiques

⁽²⁾524 pour, 85 contre, 21 abstentions

⁽³⁾Le résultat soixante ans après, de la Politique Agricole Commune, c'est que la plupart des agriculteurs français vivent sous perfusion des aides, essentiellement de l'UE mais aussi de l'État français. Peu de paysans pourraient vivre sans cela: des gros céréaliers et des gros viticulteurs qui maîtrisent de bout en bout leur processus (récolte, stockage, vente pour les uns ; récolte, transformation, vente pour les autres). Evidemment, leurs revenus en seraient diminués parce que ce sont les principaux bénéficiaires des aides. Autre résultat, la dette moyenne des exploitations est passée de 50 000 € en 1980 à 250 000 en 2020.

Là encore, c'est le prix planché imposé par l'État qui apporterait un début de solution.

Mais, cela ne saurait suffire. Il faut combattre la concurrence d'autres pays qui vendent à plus bas prix dans l'UE ou dans le monde grâce aux traités de libre-échange.